

Avenant n° 30 du 17 décembre 2020

relatif au dispositif « Pro-A »

NOR : ASET2150287M

IDCC : 1909

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

ADN Tourisme ;

FNGF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE-CGC ;

FS CFDT ;

SNEPAT FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La loi du 5 septembre du 2018 crée un nouveau dispositif afin de redynamiser l'accès à la formation des salariés : la reconversion ou la promotion par alternance (Pro-A).

Dans un contexte de fortes mutations du marché du travail, le dispositif « Pro-A » permet aux salariés, notamment ceux dont la qualification est insuffisante au regard de l'évolution des technologies ou de l'organisation du travail, de favoriser leur évolution ou promotion professionnelle et leur maintien dans l'emploi.

Présentation de la branche et motivations :

La branche professionnelle des organismes de tourisme

Les structures de la branche professionnelle des organismes de tourisme relèvent de la convention collective nationale n° 3175 (IDCC 1909) et couvrent :

« [Les] entreprises et établissements à caractère commercial ou non, groupements locaux, départementaux, régionaux ou nationaux de tourisme qui se livrent ou apportent leur concours aux opérations permettant de faciliter l'accueil ou d'améliorer les conditions de séjour des touristes dans leur zone géographique d'intervention et qui sont généralement référencés sous le code 79.11Z à l'exclusion des entreprises exerçant une activité principale d'agent de voyages et relevant de la convention collective nationale des agences de voyages » (extrait de la convention collective nationale du 5 février 1996).

La branche des organismes de tourisme réunit les offices de tourisme (OT), les comités et agences départementales du tourisme (CDT/ADT), les comités régionaux du tourisme (CRT) et les relais départementaux des gîtes de France, représentés par leur fédération respective.

Connectées à l'ensemble de l'écosystème national, ces fédérations assurent un rôle de représentation, d'accompagnement et de professionnalisation des salariés de leur réseau respectif.

Elles représentent l'intégralité des destinations en France métropolitaine et dans les territoires ultramarins qui fondent la richesse de la « Destination France ».

Les mutations à l'œuvre et la nécessité de développer des compétences pour pallier l'obsolescence

Les modalités d'orientation et de renseignement des touristes en France ont évolué. Le mode de diffusion numérique a profondément modifié les usages et les attentes des touristes. Les organismes de tourisme ont ainsi dû adapter leur offre de service en gérant la transition numérique et en orientant leur recrutement sur des profils ayant des compétences numériques fortes. Les organismes de tourisme se tournent en effet de plus en plus vers le web par le biais de leur site internet ou des réseaux sociaux pour réaliser des actions de communication et de marketing, mais certains se dotent aussi d'équipements numériques destinés aux visiteurs (tablettes sur site).

Les compétences d'animation d'un collectif, d'un réseau sont également fondamentales. La réorganisation territoriale des organismes de tourisme leur confère par ailleurs un rôle d'animateur et de promoteur d'un territoire sur le plan touristique, les poussant à nouer des partenariats et à mettre en relations des acteurs du tourisme (restauration, hôtellerie de plein air, loisirs, etc.).

Par ailleurs, du fait des diverses réformes territoriales des collectivités locales et du regroupement des structures de tourisme, les dirigeants d'organismes de tourisme connaissent un fort enjeu de professionnalisation. Cela impacte fortement le management des organisations qui deviennent plus importantes avec des niveaux intermédiaires qui se créent.

Enfin, en conséquence de la baisse des financements publics, les organismes de tourisme doivent développer leurs propres ressources à dimension commerciale. Ces services vont au-delà de l'accompagnement gratuit de service public, créant également une nouvelle activité de commercialisation, de marketing et de facturation. Les organismes de tourisme pouvant être opérateurs de voyages créent des offres touristiques et peuvent vendre directement des billets sous forme individuelle ou groupée.

La prise en compte du développement durable a également de plus en plus d'impact dans leur activité. Les problématiques écologiques ont non seulement poussé les organismes à faire évoluer leurs pratiques internes (utilisation de produits locaux, numérisation, etc.), mais aussi à développer une stratégie de tourisme durable en créant des offres spécifiques et en sensibilisant les visiteurs.

Ainsi pour pallier l'obsolescence des métiers et des compétences de leurs salariés, la branche souhaite accompagner les personnels des structures dans le développement des compétences en lien notamment avec les thématiques suivantes :

Dynamiques métiers et compétences à développer

- développement, animation d'un réseau physique et digital :
 - le rôle accru d'animateur du territoire implique des compétences variées (animation de réseaux, accueil, conseil, veille sur l'actualité touristique, diffusion d'informations, etc.) ;
 - l'accompagnement des professionnels demande des compétences administratives (soutien dans les démarches de labellisation ou de subventions, etc.) ;

- le développement des activités de Community Manager, implique des compétences supplémentaires en gestion des réseaux sociaux et des sites d'avis de consommateurs, ainsi qu'en animation de communautés ;
- promotion-communication :
 - l'animation numérique du territoire nécessite des compétences additionnelles en conception d'une stratégie numérique du territoire et en production de contenus de promotion ;
- commercialisation, marketing :
 - le développement des activités commerciales implique la recherche de partenariats avec les acteurs touristiques locaux et la conception d'offres touristiques locale complètes ;
 - cela demande également des compétences accrues en vente (maîtrise des techniques de vente...) ;
- accueil conseil physique et digital :
 - la numérisation du secteur implique la maîtrise des supports digitaux (tablettes...) ;
 - des compétences en relation clientèle se développent également (connaissance de plus en plus fine du territoire...) ;
- administration, gestion, management :
 - l'augmentation de la taille des offices implique pour les dirigeants des compétences supplémentaires en gestion des ressources humaines. Du fait de la réorganisation territoriale liée à la loi NOTRe, la taille moyenne des organismes de la région a augmenté. Cette croissance des organismes de tourisme a pu, d'une part, entraîner une spécialisation des salariés et, d'autre part, complexifier la gestion organisationnelle d'équipes plus nombreuses, mais aussi la gestion comptable et administrative des structures.

Il a donc été conclu le présent avenant.

Article 1^{er} | Champ d'application

Le champ d'application professionnel et géographique du présent avenant est celui de la convention collective nationale des organismes de tourisme du 5 février 1996, tel que défini à son article 1^{er}.

Article 2 | Recours à la « Pro-A »

Le dispositif « Pro-A » a pour objet de permettre au salarié de changer de métier ou de profession ou de bénéficier d'une promotion sociale ou professionnelle par des actions de formation ou par des actions de validation des acquis de l'expérience.

Elle concerne notamment les salariés en contrat à durée indéterminée dont la qualification est insuffisante au regard de l'évolution des technologies ou de l'organisation du travail au regard de la forte mutation de l'activité et du risque d'obsolescence des compétences.

Il s'agit des salariés n'ayant pas atteint un niveau de qualification sanctionné par une certification professionnelle enregistrée au RNCP et correspondant au grade de la licence.

Article 3 | Certifications visées

La liste des certifications professionnelles éligibles à la « Pro-A » figure en annexe de ce présent accord. Elle sera mise à jour à tout moment en fonction des besoins par avenant et *a minima* tous les 2 ans.

Article 4 | Durée de la « Pro-A »

Le dispositif « Pro-A » s'étend sur une durée comprise entre 6 et 12 mois.

Cette durée peut être allongée à 36 mois pour les jeunes de 16 à 25 ans révolus, qui n'ont pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel.

La branche souhaite étendre jusqu'à 24 mois la durée du contrat pour :

- tous les salariés disposant de plus de 3 ans d'ancienneté dans la structure qui les emploie ;
- toutes les qualifications prévues à l'article 12.2.

Article 5 | Durée et prise en charge de la formation

Les actions de positionnement, d'évaluation et d'accompagnement ainsi que les enseignements généraux, professionnels et technologiques sont d'une durée minimale comprise entre 15 %, sans être inférieure à 150 heures, et 25 % de la durée totale de la « Pro-A ».

Les actions de formation de reconversion ou de promotion par alternance peuvent se dérouler pendant le temps de travail. Les actions de formation effectuées pendant le temps de travail donnent lieu au maintien par l'employeur de la rémunération du salarié.

L'opérateur de compétences (OPCO) dont dépend l'entreprise prend en charge tout ou partie des frais pédagogiques ainsi que des frais de transport et d'hébergement.

Le niveau de prise en charge est défini conformément aux dispositions légales.

L'opérateur de compétences peut également prendre en charge la rémunération du salarié en formation selon les conditions légales et réglementaires.

Article 6 | Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de l'objet du présent avenant, qui vise à définir les conditions de mise en œuvre de la « Pro-A » pour l'ensemble des entreprises relevant de son champ d'application, et conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires conviennent qu'il n'y a pas lieu de prévoir de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés telles que visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 7 | Rôle et valorisation des salariés ayant des responsabilités d'encadrement

Les dispositions légales prévoient l'encadrement de la formation par les personnes suivantes :

- les maîtres d'apprentissage dans le cadre des contrats d'apprentissages ;
- les tuteurs pour les contrats de professionnalisation ;
- les tuteurs de période de professionnalisation (Pro-A).

Les partenaires sociaux que ces salariés ayant des responsabilités d'encadrement doivent remplir les conditions légales.

Missions et moyens

Les tuteurs et maîtres d'apprentissage ont notamment pour mission :

- d'accueillir, aider, informer et guider les salariés bénéficiaires ou apprentis ;
- d'organiser avec les salariés intéressés l'activité de ces bénéficiaires ou apprentis dans l'entreprise et contribuer à l'acquisition des savoir-faire professionnels ;
- de veiller au respect de l'emploi du temps du bénéficiaire ou apprenti ;
- d'assurer la liaison avec l'organisme ou le service chargé des actions d'évaluation, de formation et d'accompagnement des bénéficiaires à l'extérieur de l'entreprise ou le centre de formation d'apprentis ;
- participer à l'évaluation du suivi de formation.

Au surplus, les partenaires sociaux incitent les structures à :

- ouvrir la possibilité d’être tuteur à tous les salariés afin qu’ils soient un tuteur de terrain. Les partenaires sociaux insistent sur la nécessité de désigner tuteur un salarié proche du terrain, qui connaît réellement les fonctions, et qui est disponible pour accompagner le stagiaire sur les missions quotidiennes et concrètes ;
- l’employeur doit s’assurer de libérer du temps au salarié qui exerce ces fonctions de tuteur ;
- former les salariés ayant des fonctions de tuteur.

Article 8 | Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il prend effet à compter de son extension.

Article 9 | Révision et dénonciation

La demande de révision est adressée par l’une des parties signataires du présent avenant (ou y ayant adhéré ultérieurement) à l’ensemble des signataires et adhérents par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les négociations sont ouvertes dans les 3 mois suivant la demande de révision.

Si l’engagement de la révision a lieu à l’issue du cycle électoral, alors la révision peut intervenir à l’initiative de toutes les organisations syndicales représentatives dans le champ d’application de l’accord. Pour la partie patronale, la condition de représentativité n’est exigée qu’à compter de l’extension du présent accord.

Article 10 | Suivi

Les parties signataires du présent avenant conviennent de constituer une commission de suivi de l’application du présent accord.

Cette commission est composée de représentants des employeurs et des organisations syndicales de salariés signataires du présent avenant, et se réunit au moins une fois par an, à l’initiative de la partie la plus diligente.

Elle a pour mission de suivre l’application du présent accord et d’établir un bilan de réalisation de celui-ci.

Article 11 | Revoyure

Les signataires conviennent de se rencontrer dans un délai de 3 ans à compter de l’entrée en vigueur du présent avenant afin d’examiner ensemble les éventuelles adaptations à apporter au présent accord.

Article 12 | Formalités et demande d’extension

Le présent avenant est notifié à l’ensemble des organisations représentatives par l’organisation signataire la plus diligente.

Il fera l’objet des formalités de dépôt et de publicité conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les parties signataires solliciteront l’extension du présent avenant auprès du ministère du travail dans les meilleurs délais.

Fait à Paris, le 17 décembre 2020.

(Suivent les signatures.)

Origine	Niveau	Intitulé de la formation	Lien vers RNCP	Lien vers inventaire	Code CPF	Fin d'éligibilité	Organisme certificateur
Répertoire spécifique	Sans niveau spécifique	Diplôme de français professionnel – tourisme-hôtellerie-restauration B2		118		31/12/2021	DIR relations internat enseignement
Répertoire spécifique	Sans niveau spécifique	Certification professionnelle management opérationnel de la relation de service tourisme		2664		31/12/2021	CPNE de l'industrie hôtelière, CPNE de la restauration collective, CPNEFP restauration commerciale libre-service, CPNE casinos-jeux, Certidev
Répertoire spécifique	Sans niveau spécifique	Diplôme de français professionnel – tourisme-hôtellerie-restauration B1		125		31/12/2021	DIR relations internat enseignement
Répertoire spécifique	Sans niveau spécifique	Certification professionnelle relation de service tourisme		627		31/12/2021	CPNE de l'industrie hôtelière, CPNE des casinos-jeux, CPNEFP de la restauration commerciale libre-service, Certidev
Répertoire spécifique	Sans niveau spécifique	Diplôme de français professionnel – tourisme-hôtellerie-restauration A2		120		31/12/2021	DIR relations internat enseignement
Répertoire spécifique	Sans niveau spécifique	Concevoir et piloter un projet d'apprentissage en situation de travail		5227		23/07/2023	PRODEFI
Répertoire spécifique	Sans niveau spécifique	Gérer et piloter un projet digital		3827		31/12/2021	VISIPLUS
Répertoire spécifique	Sans niveau spécifique	Piloter un projet – CP FFP		315		31/12/2021	CEGOS
Répertoire spécifique	Sans niveau spécifique	Coordonner et piloter un projet d'ingénierie (PMO)		3197		31/12/2021	FITEC

Origine	Niveau	Intitulé de la formation	Lien vers RNCP	Lien vers inventaire	Code CPF	Fin d'éligibilité	Organisme certificateur
Répertoire spécifique	Sans niveau spécifique	CP FFP piloter un projet		315	159075	31/12/2021	CEGOS
RNCP	Niveau 3	Vendeur conseil en voyage d'affaires et tourisme	34788			23/07/2025	AFTRAL (Apprendre et se former en transport et Logistique)
RNCP	Niveau 3	Agent de comptoir en tourisme	34718			29/06/2023	CCI Hautes-Pyrénées
RNCP	Niveau 3	Agent(e) des métiers de l'animation touristique	1336		247876	?	LASER
RNCP	Niveau 3	Titre professionnel employé(e) administratif(ve) et d'accueil	17791		133637	01/09/2023	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
RNCP	Niveau 4	Titre professionnel – animateur loisir tourisme	32350			29/05/2024	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
RNCP	Niveau 4	Accompagnateur de tourisme équestre	9083			07/06/2021	Fédération française d'équitation
RNCP	Niveau 4	CS – option tourisme vert, accueil et animation en milieu rural	2307			01/01/2024	Communauté éducative de l'enseignement agricole public français
RNCP	Niveau 5	BTS assistant de gestion de PME-PMI à référentiel commun européen	6989		132985	01/01/2024	Ministère de l'Éducation nationale
RNCP	Niveau 5	BTS communication	7481		148760	01/01/2024	Ministère de l'Éducation nationale
RNCP	Niveau 5	BTS design d'espace	854		132990	01/01/2024	Ministère de l'Éducation nationale
RNCP	Niveau 5	BTS management des unités commerciales	462		132992	31/12/2020	Ministère de l'Éducation nationale
RNCP	Niveau 5	BTS tourisme	14892		132993	01/01/2024	Ministère de l'Éducation nationale
RNCP	Niveau 5	Assistant web et marketing	14892			18/12/2023	Sciences-U Lille
RNCP	Niveau 5	DUT techniques de commercialisation	2927		132998	01/01/2024	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
RNCP	Niveau 5	Titre professionnel responsable d'établissement touristique	1895		133295	24/05/2021	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

Origine	Niveau	Intitulé de la formation	Lien vers RNCP	Lien vers inventaire	Code CPF	Fin d'éligibilité	Organisme certificateur
RNCP	Niveau 6	Chargé de projets e-tourisme	32021		132995	04/01/2022	ADN tourisme
RNCP	Niveau 6	Chef(fe) de produits touristiques	19411		132996	05/08/2021	Institut de promotion et de formation
RNCP	Niveau 6	Diplôme de comptabilité et de gestion	4875		133265	01/01/2024	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, ministère de l'Éducation nationale
RNCP	Niveau 6	Responsable d'un centre de profit tourisme/hôtellerie/restauration	23940			08/02/2022	CCI France
RNCP	Niveau 6	Licence Professionnelle – Métiers du tourisme et des loisirs (fiche nationale)	29983			01/01/2024	Université de Bretagne Occidentale – Brest ; université de Cergy Pontoise ; université Savoie Mont-Blanc – Chambéry ; Conservatoire national des arts et métiers ; université de Guyane ; université de La Réunion ; université du Littoral Côte d'Opale ; université Lomvière – Lyon 2 ; université Paris Est Marne-la-Vallée ; université de Polynésie française ; université de Toulon ; université de Lorraine ; université Nice ; université de La Rochelle ; université de Perpignan Via domitia ; Avignon université
RNCP	Niveau 6	Licence Professionnelle – Tourisme et loisirs sportifs (fiche nationale)	29987			01/01/2024	Université d'Angers ; université de Bourgogne – Dijon ; université de Limoges ; université Paris-Est Marne-la-Vallée

Origine	Niveau	Intitulé de la formation	Lien vers RNCP	Lien vers inventaire	Code CPF	Fin d'éligibilité	Organisme certificateur
RNCP	Niveau 6	Licence Professionnelle – Métiers du tourisme : communication et valorisation des territoires (fiche nationale)	29982			01/01/2024	Université d'Angers ; université de Bordeaux ; université de Bretagne Sud ; université de Caen Normandie ; université de Bourgogne – Dijon ; université de Nîmes ; université de Perpignan Via Domitia ; université Jean-Jaurès – Toulouse 2 ; Aix Marseille université ; université de Haute Alsace – Mulhouse
RNCP	Niveau 6	Licence Professionnelle – Métiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques (fiche nationale)	29980			01/01/2024	Université d'Artois ; université de Bordeaux ; université d'Évry-Val-d'Essonne ; université du Havre ; université Lumière – Lyon 2 ; université Paris Est Marne-la-Vallée ; université Panthéon Sorbonne – Paris 1 ; université Paris Descartes – Paris 5 ; université Paul Sabatier – Toulouse 3 ; Aix Marseille université ; université de Corse-Pascal-Paoli ; université de La Rochelle
RNCP	Niveau 6	Responsable du tourisme et des voyages	29828			23/07/2023	ESCAET
RNCP	Niveau 6	Responsable de communication dans l'hôtellerie et le tourisme	29828			08/02/2021	Institut européen de tourisme et d'hôtellerie (IETH) – CMH
RNCP	Niveau 6	Responsable de service en hôtellerie, tourisme et restauration	26825			07/09/2021	SCI École de Savignac
RNCP	Niveau 6	Responsable en marketing et développement commercial	22994			07/08/2021	Association groupe ESSEC
RNCP	Niveau 6	DIPLOVIS – Diplôme en gestion et marketing	34884			31/08/2024	Groupe sup de co Amiens Picardie
RNCP	Niveau 6	DIPLOVIS – Responsable du marketing et du développement commercial	35025			31/08/2025	IDRAC Business School ; ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation
RNCP	Niveau 6	Responsable commercial et marketing	31923			17/12/2023	ICD – Institut international du commerce et du développement

Origine	Niveau	Intitulé de la formation	Lien vers RNCP	Lien vers inventaire	Code CPF	Fin d'éligibilité	Organisme certificateur
RNCP	Niveau 6	Responsable commercial(e) et marketing digital	28675			19/07/2021	Institut supérieur de commerce et marketing de Toulouse ADEFI formation Édusup
RNCP	Niveau 6	Responsable marketing et commercial	18000			21/07/2022	ESGCV